

Scratch la chance ça se gratte

FIER SPONSOR DE

MISS Côte d'Ivoire 2025

Mil Double Bonnaire

Avec **300 FCFA**, grattez, envoyez-vous pour **DUBAÏ** et gagnez jusqu'à **30 000 000 FCFA**

ON A TOUS UNE BONNE RAISON DE JOUER

LONACI LOTERIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE

JOUONS RESPONSABLE

@JeuxdeGratageLonaci
www.lonacilive.ci • 5900
9900

300 FCFA - Neuvième année - N° 1252

VENDREDI 27 AU DIMANCHE 29 JUIN 2025

www.lavoie-originale.net

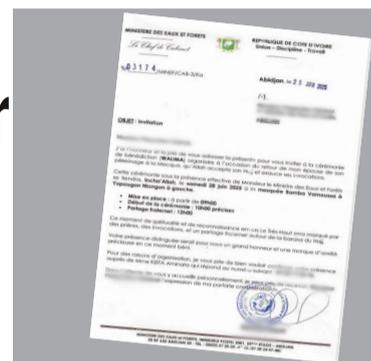
LAVOIE

originale

Quotidien ivoirien d'Informations Générales

facebook.com/Lavoieoriginale16

Quand l'État devient un faire-part
Le logo d'un ministère
détourné pour célébrer
l'épouse d'un chef
de cabinet



FRONT COMMUN PPA-CI/PDCI RDA, PARRAINAGE, ETC.



Zéléhi Séríkpa Joachim (SGA) BRISE LE SILENCE !

Dans un entretien exclusif accordé à La Voie Originale, Zéléhi Séríkpa Joachim, Secrétaire Général Adjoint chargé des Structures Spécialisées et d'Activités du PPA-CI, livre une analyse sans détour sur les présumées tensions internes entre le Président Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Il revient sur les malentendus, les silences lourds de sens, et les mains tendues restées sans réponse.

Allégations de mauvaise gestion relayées dans les médias

LE CHEF ET LA NOTABILITÉ D'ABOBOTÉ S'INSCRIVENT EN FAUX

Le village d'Aboboté fait «face à une crise artificielle» alimentée par une dissidence qui accuse le chef de malversation. Pour apporter «la



Anticipation sur les violences électorales
Interpeace, Institut SeeD et l'Union Européenne s'unissent pour éteindre les braises avant l'urne

À l'approche de l'élection présidentielle de 2025 et les Législatives de 2026 en Côte d'Ivoire, le spectre de la violence électorale reste un enjeu central pour



Affaire "Gbagbo ne prononce pas le nom de Blé Goudé", Front Commun, Parrainage... Zéléhi Séríkpa Joachim (SGA) brise le silence !

Dans un entretien exclusif accordé à La Voie Originale, Zéléhi Séríkpa Joachim, Secrétaire Général Adjoint chargé des Structures Spécialisées et d'Activités du PPA-CI, livre une analyse sans détour sur les présumées tensions internes entre le Président Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Il revient sur les malentendus, les silences lourds de sens, et les mains tendues restées sans réponse. Pour lui, Blé Goudé aurait trahi la confiance du Président Gbagbo et son attitude équivoque ne trompe plus personne. Abordant également la création du Front Commun entre le PPA-CI et le PDCI-RDA, il y voit une réponse forte à la souffrance du peuple ivoirien et une opportunité de salut collectif face à un régime jugé insensible. Zéléhi dénonce avec vigueur les mises en scène de mobilisation politique autour du Président Ouattara, comparant l'engouement artificiel à une mascarade bien huilée. Il lance enfin un appel national pour la réussite du parrainage du candidat Gbagbo, affirmant que le peuple est prêt pour un changement radical.

Dans cette interview dense et engagée, le SGA du PPA-CI réaffirme son ancrage idéologique, sa fidélité à Gbagbo, et sa foi inébranlable en la victoire démocratique, conséquence d'une mobilisation à nul pareil.

La Voie Originale : En tant qu'invité spécial à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Fédération du PPA-CI à Dougroupalegnoa, le samedi 31 mai 2025, vous avez abordé un sujet toujours au cœur de l'actualité : Charles Blé Goudé. Son nom revient dans les discussions, notamment parce que certains s'interrogent sur le silence public du Président Laurent Gbagbo à son égard. Qu'en pensez-vous ?

Zéléhi Séríkpa Joachim : Merci beaucoup. Je voudrais saluer et remercier La Voie Originale, mais féliciter surtout ce journal pour le combat qu'il mène, malgré les difficultés financières ou toutes autres difficultés qui se présentent à lui. Je voudrais vraiment saluer votre résilience et dire que mes prières sont les suivantes : demain il fera jour et Dieu se souviendra de tout ce que vous faites.

La crise ivoirienne n'est pas une crise ordinaire. Beaucoup se trompent en la réduisant à un simple conflit politique. Elle sort de l'ordinaire, au point de convoquer même le spirituel. Voici un pays jadis qualifié de terre d'hospitalité, où des gens de la sous-région et d'autres pays, comme le Liban, venaient faire fortune. Ce pays, considéré comme un havre de paix, s'est retrouvé plongé dans une crise qui a officiellement fait plus de 3000 morts, bien que nous estimions ce chiffre en-dessous de la réalité. Il y a les morts dont on parle, tombés sous les armes, mais aussi ceux que la crise a tués à petit feu : les drames économiques, sociaux, culturels, les familles disloquées, les exils forcés... Des Ivoiriens ont fui la mort, mais celle-ci les a rattrapés ailleurs. Nous ne sommes pas dans une situation ordinaire. Dans un tel contexte, la Côte d'Ivoire devrait s'unir comme un seul homme pour crier à Dieu. Dans la vie des peuples, il y a des étoiles, des porteurs d'étoiles et ceux qui accompagnent les étoiles. Ces derniers ne brillent que sous la lumière de l'étoile principale. Ici, cette étoile unique, c'est le Président Laurent Gbagbo. Certains, jadis à ses côtés, baignaient dans le reflet de sa lumière et ont cru être eux-mêmes des étoiles. Voyant qu'ils étaient adulés, ils ont pensé pouvoir rivaliser avec lui. Mais aujourd'hui, face à l'épreuve, Gbagbo revient de La Haye sans esprit de vengeance, avec des paroles de réconciliation. Pendant ce temps, les souffrances persistent : 650 agents radiés de la SOTRA sans compensation, plus de 300 formés par l'État et exclus de la RTI, des femmes ruinées, des maisons détruites malgré des titres fonciers. Même en cas d'occupation illégale, il faut une décision de Justice pour démolir. Et il faut prévenir, donner un délai. Rappelez-vous cette dame, appelée par ses enfants pour lui dire que sa maison allait être détruite. Elle supplia : « J'ai mes biens dedans, laissez-moi les retirer. » Mais on a préféré la priver de tout, devant ses yeux, sous menace de la tuer si elle y entrait. Quand le Président Laurent Gbagbo lance l'Appel de Bonoua, grande fut notre surprise de constater que celui que nous pensions capable de porter aussi le combat des Ivoiriens parce qu'il a bénéficié de l'amour du peuple déclare, à propos de Blé Goudé, qu'il ne peut pas



répondre à un appel pour faire partir quelqu'un du pouvoir. Pire encore, il affirme que *"quand tu marches avec n'importe qui, c'est n'importe quoi qui t'arrive"*, s'adressant à celui qu'il appelle pourtant son père politique : Laurent Gbagbo. Il ajoute ensuite : *"Est-ce qu'on ne peut pas trouver, dans ce pays, des personnes comme Sonko du Sénégal ?"* Ce qui revient à dire que si ton nom est retiré injustement de la liste électorale, tu devrais t'accommoder à cette terrible situation que de réclamer que justice soit faite. Je trouve cela choquant. Comparer Gbagbo à Sonko, c'est ignorer l'histoire et le combat mené ici. Nous respectons Sonko, mais chacun a sa place et son rôle. Gbagbo n'est pas un homme de retrait : c'est un leader qui a une vision, un projet de société et un programme de gouvernement. Mais pour le mettre en œuvre, il faut accéder au pouvoir d'État. Et cela suppose que celui qui est en place parte. C'est une évidence démocratique. Nous aurions pu comprendre ces propos s'il s'agissait d'un homme armé, partisan de la violence. Mais Gbagbo, tout le monde le sait, prône le dialogue avec le slogan connu de tous : "Asseyons-nous et discutons." Alors, comment

comprendre qu'un opposant prenne pour cible... un autre opposant ? Être opposant, ce n'est pas s'attaquer aux autres opposants, c'est proposer une alternative au pouvoir. Autre point : il dit qu'il n'est pas pressé. Mais peut-on être de Gauche, voir la misère des Ivoiriens et dire qu'on n'est pas pressé ? Quand tu as la possibilité de voyager en avion dans des pays d'Europe et d'Afrique, d'être escorté, c'est facile de ne pas être pressé. Mais le peuple souffre. À Abattoir, ancien bastion du RDR, nous voyons des populations dormir à plein le sol au cimetière. À Koumassi, des familles vivent sous les bâches. Des agents de la SOTRA et de la RTI sont en détresse. Des lauréats de concours ont été radiés injustement. Eux, ils sont pressés. Tu peux ne pas aimer Gbagbo, c'est ton droit. Mais il faut l'assumer. Ce qui nous dérange, c'est l'hypocrisie. On ne peut pas le combattre en coulisses et faire semblant d'être fidèle en public. Nous connaissons le rôle qu'il a joué dans la vie de chacun. La duplicité en vers le Président Laurent Gbagbo doit prendre fin.

L.V.O : L'attitude de Blé Goudé n'est-elle pas suffisamment gênante pour le Président

Laurent Gbagbo, au point qu'il évite même de prononcer son nom en public ?

Z.S.J : Le Président Laurent Gbagbo est un homme sage, mesuré, et qui ne parle jamais pour ne rien dire. Nous étions avec lui dans le village de Blé Goudé, lors des obsèques de la mère de Docteur Blé Christophe. Le Président s'est rendu au domicile familial de Blé Goudé pour rencontrer son grand frère, récemment décédé. Il lui a témoigné sa compassion avec sincérité. Cela montre bien que le Président Gbagbo n'a aucun problème personnel. Certains lui reprochent pourtant de tendre la main à Soro Guillaume, tout en refusant de faire un geste vers Blé Goudé. Mais la vérité, c'est que la déception est à la hauteur de la confiance trahie. On peut accepter certaines choses venant d'un adversaire, parce qu'il est justement un adversaire. Mais quand elles viennent d'un fils ou d'un partisan, on se demande à quoi bon continuer à cheminer ensemble. Même si le Président Gbagbo était en froid avec lui, c'est son comportement qui l'exprimerait, non ses mots. D'ailleurs, après l'Appel de Bonoua, le Président Gbagbo a expressément demandé à Sébastien Dano Djédjé, Président Exécutif du Parti, d'aller le rencontrer. Ce geste était une main tendue, une ouverture pour le rapprochement. Mais Blé Goudé n'a pas répondu à cette main tendue, à celle de celui qu'il appelle pourtant "père". Pourquoi donc Blé Goudé se sent-il obligé de répondre au Président Laurent Gbagbo, alors que le RHDP, clairement visé, reste silencieux ? On est en droit de se poser des questions. Est-ce une mission ? Est-ce parce qu'il estime que le Président Gbagbo n'agit comme Sonko qu'il le condamne au pilori ? Nul ne sait vraiment.

L.V.O : Vous avez assisté à la signature du Front Commun entre votre parti, le PPA-CI, et celui du PDCI-RDA. Comment avez-vous accueilli cet événement ?

Z.S.J : Tout Ivoirien qui pense au bonheur des Ivoiriens ne peut que saluer ce front commun. Mais l'appel "Trop, c'est trop", est un message rassemblant tout citoyen ivoirien au-delà des considérations idéologiques. Cet appel ne prône pas une fusion absorption. C'est un appel qui demande à chaque Ivoirien de mettre en avant l'intérêt du peuple et de la Côte d'Ivoire. Je voudrais saluer le PDCI qui a répondu à cet appel. Mais ce n'est pas le PDCI seulement. Il y a l'ancien USD avec Climanlo Coulibaly qui était là. Il y a le MFA avec Anaky Kobénan qui était là. Il y a le PIT qui était là. Il y a plusieurs partis politiques et associations qui étaient également dans la salle. Je crois

LAVOIE
ORIGINALE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
César **ETOU**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Etienne **SOUANGA LAHOUA**
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Sylvestre **LIA**
(05 05 00 01 17)
REDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE
KIFUIMA Touré (07 08 30 56 06)

SECÉTAIRE DE RÉDACTION PAR INTÉRIM
DJÈ Abel (07 07 78 47 04)
RÉDACTION
Rivière 2, près de l'échangeur
Tél. 22 52 14 99 / 58 31 79 95 /
05 05 95 85 27
LG'ÉDITIONS SARL
Au capital de 5.000.000 fca

Dépôt légal N° 13144 du 6
septembre 2016, 3ème trimestre
Récépissé N° 20/D du
2 septembre 2015
SIÈGE SOCIAL
27 BP 107 Abidjan 27 -
Cel : 07 58 83 02 58
E.mail :
lavoieoriginale16@gmail.com

Site web :
www.lavoie-originale.net
facebook.com/Lavoieoriginale16
Impression :
SUD ACTION MEDIA
Distribution : **Edipresse**
Tirage du jour :
5.000 exemplaires.

que les Ivoiriens ont compris le message. Parce que vraiment, trop, c'est trop. Tout à l'heure, j'ai dit que des Ivoiriens dormaient au cimetière. C'est du jamais vu. Des Ivoiriens qui ne croient même plus en l'avenir. Vous imaginez que des étudiants dorment à la belle étoile dans les universités ? Des étudiants qui dorment dans les salles de classe. Et au lieu de trouver une solution pour que ces jeunes puissent vivre correctement, les forces de l'ordre ont fait une descente et ont brûlé tous leurs effets, y compris les matelas, les cahiers, tout. Je prends le cas des étudiants d'Abobo Nangui Abrogoua. Je ne sais pas quelle est cette nation qu'on veut bâtir. Mais quand le Président lance le Mouvement "Trop, c'est trop", c'est une manière pour lui de s'approprier la souffrance du peuple. Donc, chaque Ivoirien devrait faire corps avec lui. Et chercher à solutionner la situation de misère des Ivoiriens. Le PDCI a répondu. Le PPA-CI et le PDCI-RDA sont les deux plus grands partis politiques de la Côte d'Ivoire. L'autre est au pouvoir, donc bénéficiant des moyens publics, ne peut qu'attirer des personnes craignant d'appartenir l'opposition, victime de différentes formes de brimades. Il y a des gens qui n'aiment pas connaître la souffrance. Ces personnes sont toujours avec tous les pouvoirs. Et donc, cela donne l'impression au parti au pouvoir de se sentir majoritaire. Que nenni !

Le parti majoritaire, le parti qui donne espoir aux Ivoiriens et qui répond aux aspirations du peuple d'Eburnie est belle et bien le PPA-CI du

Président Laurent Gbagbo.

Le Président Gbagbo est une école pour tout le peuple africain, épris de justice et ayant foi en sa propre capacité. Dieu merci, nous avons la chance et le privilège de connaître cette école et de la fréquenter. Je voudrais saluer tous ces mouvements, tous ces partis politiques qui ont adhéré à la vision du Président Gbagbo et en acceptant de faire corps avec les Ivoiriens à travers l'engagement de tous pour le bien-être du peuple Ivoire.

L.V.O : Des centaines de bus de la SOTRA, les agents de Santé réquisitionnés, des billets de banque distribués... Ouattara mobilise 120 000 personnes selon RFI pour dire... qu'il va réfléchir. Réaction ?

Z.S.J : Sous nos tropiques, ce n'est pas la première fois que cela arrive. En Corée du Nord, lorsque le chef de l'État a dit qu'il voulait démissionner pour des raisons de santé, tout le peuple a pleuré. C'est le symbole d'un manque criard de démocratie. Parce qu'un homme ne peut jamais faire l'unanimité. Mais ils sont 120 000 personnes, comme le dit RFI, avec tous les moyens financiers et matériels mobilisés. Le FPI d'alors, du Président Laurent Gbagbo, a organisé la Fête de la Liberté à Duékoué en 2019. Cette même chaîne avait déclaré que nous étions 1 500 000 personnes à cette fête. Et pourtant, personne n'a bénéficié de moyens de transport, ni de logement, ni même de nourriture. Chacun y est allé avec son cœur. C'est ça qu'on appelle un parti populaire, un parti qui,

idéologiquement, rassemble la majorité des Ivoiriens.

Mais avec les billets de banque, tout est possible. Ce que nous avons vu là : si le chef de l'État n'a pas dit "OUI", c'est peut-être du fait qu'au regard des renseignements et informations mis à sa disposition, s'est rendu compte qu'il n'était pas en présence de ses vrais militants. Il y avait des gens qui y sont allés parce qu'ils pouvaient bénéficier de 5 000 F, ou de petits sacs de riz, ou d'autres choses. Nous avons vu Dabou, la Fête de la Renaissance. Personne n'a pris en charge quelqu'un. Mais nous avons vu des militants, des Ivoiriens, dormir sur les lieux, malgré le fait que nous ayons été mis dans un endroit excentré. C'est ça qu'on veut. Mais s'ils ont cette majorité, s'ils ont un bilan inattaquable selon eux, l'idéal serait de mettre ceux qui ne sont pas majoritaires et ceux qui n'ont pas de grand bilan pour qu'ils soient ridiculisés aux élections. Mais en réalité, comme je l'ai dit, ils ont les services de renseignement, et ils savent qui est majoritaire. Ils savent qu'au premier tour, le Président Laurent Gbagbo va les battre. Et ce sera une humiliation. C'est pourquoi tout cela se fait. Je ne peux pas comprendre qu'un ancien chef de l'État soit traîné dans la boue pour des fautes qu'il n'a pas pu commettre, simplement parce qu'on a peur de lui. C'est le Président Ouattara lui-même qui a témoigné, pour dire que quand il était en exil, et qu'il a perdu sa mère, le Président Gbagbo par dispositions particulières et idoines lui a permis de revenir

pour faire le deuil de sa génitrice. Mais le même Président Laurent Gbagbo, qui a vécu une situation pire, a eu ses trois demandes d'autorisation refusées. Donc nous pensons que la Côte d'Ivoire doit témoigner sa reconnaissance et partager la vision d'une Côte d'Ivoire nouvelle, d'une Côte d'Ivoire prospère et bénie, telle que portée par le Président Laurent Gbagbo. Et je crois que c'est cela l'essentiel. Tout ce qui est folklore reste folklore.

L.V.O : Un appel à lancer ?

Z.S.J : L'appel que je veux lancer concerne le parrainage. Le PPA-CI, la Direction du PPA-CI, notre parti, est en train d'organiser une tournée pour rassembler le parrainage. Je demande à tous les Ivoiriens de s'approprier le parrainage du Leader unique, le Président Laurent Gbagbo, candidat aux élections présidentielles d'octobre 2025 à travers des campagnes de sensibilisation et signatures desdits documents. Le parrainage est une autre étape à franchir pour la reconquête du pouvoir d'État. Aussi voudrais-je profiter de cette tribune pour remercier ce peuple pour sa résilience dans cette marche démocratique pour la victoire finale avec la divine bénédiction de notre Seigneur Jésus-Christ ! ♦

Interview réalisée par
Yannick P Bayard

Anticipation sur les violences électorales

Interpeace, Institut SeeD et l'Union Européenne s'unissent pour éteindre les braises avant l'urne

À l'approche de l'élection présidentielle de 2025 et les Législatives de 2026 en Côte d'Ivoire, le spectre de la violence électorale reste un enjeu central pour les acteurs de la paix et du développement démocratique. C'est dans ce contexte que s'est tenue, le jeudi 26 juin 2025 à l'hôtel Mövenpick d'Abidjan-Plateau, la restitution des résultats de l'étude SCORE sur les déterminants de la violence électorale en Côte d'Ivoire. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet PREVEL (Renforcement des mécanismes communautaires de veille préventive et réponse rapide au risque de violence électorale), porté par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire, avec le soutien de l'Union européenne, pour une durée de 18 mois (janvier 2025 – juin 2026). L'objectif est ambitieux : renforcer les mécanismes communautaires et institutionnels de prévention de la violence politique, sur l'ensemble des 14 districts du pays. L'étude SCORE, menée en partenariat avec l'institut SeeD, révèle une situation préoccupante : une crise de confiance généralisée entre les communautés et envers les institutions publiques. Cette défiance mine les fondements mêmes de la démocratie participative, comme en témoignent le faible engagement civique, la marginalisation de la jeunesse, l'inefficacité perçue des institutions électorales, et l'impact déstabilisateur de la désinformation, notamment via les réseaux sociaux. Le projet PREVEL ambitionne d'agir sur ces leviers à travers un renforcement des cadres de collaboration communautaire, la collecte d'analyses localisées sur les risques de violence, et l'animation d'une dynamique citoyenne proactive et inclusive.

Dans une approche ciblée, quinze localités sont identifiées comme zones prioritaires, dont Bangolo, Béoumi, Abobo, Yopougon, Divo, Bongouanou, Yamoussoukro et Bouna. Le projet prévoit l'implication directe de 450



membres des cadres de collaboration (avec une attention particulière à l'inclusion de 30% de jeunes et 40% de femmes), 45 autorités étatiques et coutumières, 5000 citoyens interrogés à travers SCORE et le Baromètre de Stabilité Électorale (BaSe-CI), ainsi que 70 enquêteurs, dont 30% de femmes, encadrés par les 17 membres du staff d'Indigo Côte d'Ivoire.

Lors de la présentation des résultats, Dr Séverin Kouamé, Directeur Exécutif d'Indigo CI, a mis en lumière les causes profondes de l'instabilité sociopolitique : tensions communautaires persistantes, conflits fonciers, rivalités économiques et absence de mécanismes de médiation. À cela s'ajoute une interprétation ethnicisée du pouvoir d'État, qui nourrit l'exclusion politique et sociale, en particulier dans les zones où l'accès aux droits civiques est perçu comme réservé aux groupes autochtones. Ce climat alimente une perception de la perte électorale comme une

défaite existentielle, susceptible de déclencher des violences. La jeunesse, pourtant acteur clé du changement, semble frappée par un profond désengagement, nourri par le clientélisme, la corruption perçue et une perte de confiance envers les institutions. Dans ce contexte, a-t-il souligné, un engagement civique sans cadre démocratique solide peut vite basculer dans des mobilisations violentes. De son côté, la ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Belmonde Dogo, a insisté sur l'utilité concrète des résultats de SCORE pour l'action publique. Selon elle, ces données permettent de cibler les « zones d'intérêt », selon une terminologie désormais privilégiée au détriment de l'expression « zones à risque ». Elle a salué la précision des résultats obtenus, comme l'évolution positive du district du Hausse à Sandra ou le bon exemple de la région du Guémon en 2020. La ministre a souligné l'importance d'agir durant les trois mois à venir (juillet, août, septembre)

afin d'éviter que ces localités ne basculent à nouveau dans la violence. Pour elle, le document devient une véritable boussole pour les Autorités nationales et locales, permettant de mutualiser les efforts en vue de préserver la paix avant, pendant et après le scrutin. Francesca Di Mauro, ambassadrice de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, a salué l'approche fondée sur des données fiables et localisées, recueillies auprès de 13 000 citoyens. Elle a mis l'accent sur le rôle des cadres de concertation communautaire, conçus comme des espaces de la maison de la Famille sont invités à la messe de la Famille sont invités à la dialogue où les leaders locaux, jeunes, femmes, chefs traditionnels et religieux peuvent détecter et désamorcer les tensions en amont. Elle a insisté sur la nécessité de bâtir la confiance, de responsabiliser les acteurs politiques et de promouvoir une culture du débat sans violence.

Enfin, Cheick Fayçal Traoré, Conseiller AFC Sainte Rita et Saint Anniversaire à politique régional pour l'Afrique de l'Ouest à Interpeace, a annoncé la prochaine diffusion du Baromètre de stabilité électorale, qui viendra compléter les résultats de SCORE en offrant une lecture évolutive des dynamiques de risque. L'objectif est clair : ancrer la paix dans le quotidien des communautés et accompagner le pays vers des élections véritablement apaisées, mais surtout, vers une démocratie consolidée au-delà des seules échéances électorales ♦

Yannick P Bayard

Allégations de mauvaise gestion relayées dans les médias Le Chef et la notabilité d'Aboboté s'inscrivent en faux

Le village d'Aboboté fait «face à une crise artificielle» alimentée par une dissidence qui accuse le chef de malversation. Pour apporter «la réplique», le Chef et sa notabilité ont organisé une conférence de presse au siège de la Chefferie du village. Face aux journalistes, ils ont réfuté les allégations qui fondent les manifestations des dissidents et y ont apporté un démenti, en laissant la porte ouverte à discussions pour la paix. «Nos frères dissidents le savent, nous ne voulons plus nous arrêter aux projets. Nous voulons plutôt arriver à des réalisations concrètes. Et nous sommes en train de réfléchir à comment trouver des investisseurs pour le village. Nous voulons reconstruire notre marché, nous voulons construire des écoles supplémentaires, mettre en œuvre le projet du terrain des sports... Mais pour réussir tout cela, il faut être unis. C'est pourquoi nous regrettons que des amis et frères avec qui nous étions, et nous avons fait la fête quand l'Administration m'a remis mon arrêté soient dans une position de dissidence et nous accusent de choses qui n'ont aucun fondement. Nous avons entrepris beaucoup de démarches pour l'union et la paix dans notre village et je suis encore prêt pour la discussion dans l'intérêt du village».

C'est par ce message que l'Honorable Arsène Djako, Chef du village d'Aboboté, a conclu la conférence de presse animée, le mercredi 25 juin 2025. Ce jour-là, au siège de la Chefferie du village, le Chef et la notabilité ont invité les journalistes nationaux pour faire «la réplique aux revendications motivées par les intérêts personnels» de certains de leurs compatriotes. La rencontre a commencé par une



introduction faite par le Secrétaire Général du village, Timothé Djako, qui a planté le décor au nom du Doyen d'âge, du Chef du village et toutes les générations Dougbo, Gnadojunior Tchagba, Blessue ...

Cette préséance pour démontrer que c'est quasiment «le village d'Aboboté qui a initié cette conférence de presse». A sa suite ont eu lieu la prière et les civilités, puis un chant de ralliement a été exécuté en chœur. Suite à ce cérémonial, la parole a été donnée à Agbaka Flaubert Gabin, le Porte-parole du village, pour lire la déclaration liminaire.

«Notre village fait à une crise artificielle», a-t-il dit aux journalistes. Selon lui, la crise est «suscitée et alimentée par une minorité qui a fait le choix de la déstabilisation». Les accusations du Porte-parole mettent en cause «le sieur Akeké Emmanuel et certains ex-

doyens de classe d'âge appuyés par des ex-notables Dougbo frustrés».

A en croire le Porte-parole, les dissidents évoquent le refus du Chef de rendre compte de sa gestion. «Cela est totalement faux», s'écrit le porte-parole. Qui explique que «malgré l'inéligéance de la démarche introduite par dissidents en novembre 2022, un bilan de la gestion a été présenté, le 25 septembre 2023, par le chef, le temps que les commissions travaillent à la consolidation des rapports». A écouter Akabla Flaubert Gabin, en dépit du fait que le bilan moral et financier se termine sur «un satisfécit unanime adressé au chef Djako et à sa notabilité par le village y compris les dissidents», il y a eu un revirement incompréhensible. Les dissidents ont exigé la démission puis saisi la Police économique pour détournement.

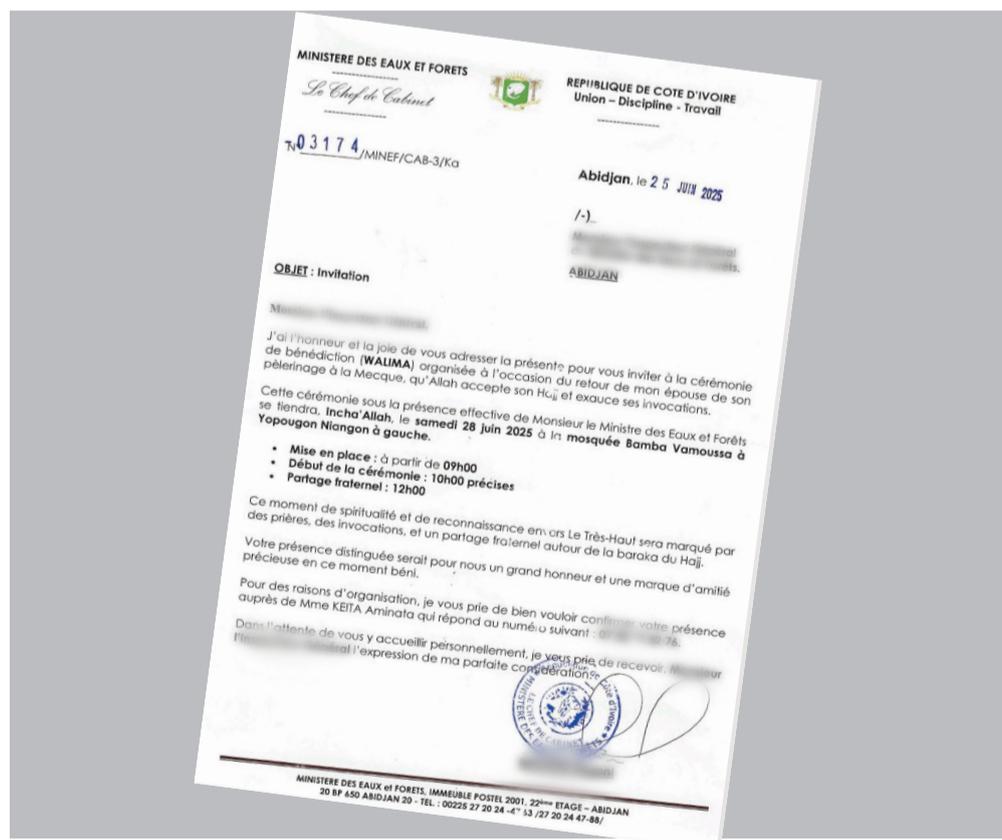
L'autre allégation des dissidents porte sur l'ouverture d'un compte personnel par le Chef du village. Pour l'orateur cette accusation est également non fondée.

La déclaration informe également les journalistes qu'en dépit de la position incompréhensible des dissidents, il y a eu plusieurs tentatives de réconciliation : d'abord initiées par la Chefferie et la notabilité, ensuite par un homme de Dieu et enfin par l'Administration. A toutes ses entreprises, les dissidents ont opposé une fin de non-recevoir. C'est pourquoi dans le message de fin de la conférence, le Chef du village, le Pr Arsène Djako, a réitéré sa volonté de discuter avec les personnes qui sont opposées à sa gouvernance. Pour l'intérêt du village et ses populations ♦

Ayoualou ZIZA

Quand l'État devient un faire-part Le logo d'un ministère détourné pour célébrer l'épouse d'un chef de cabinet

Ce 25 juin 2025, un courrier officiel, estampillé du logo du ministère des Eaux et Forêts, circule. Il ne parle ni de préservation de nos forêts primaires, ni de lutte contre les trafiquants de bois, ni même de stratégie environnementale face à la sécheresse ou au braconnage. Non. Ce courrier nous convie à une cérémonie religieuse, privée, organisée à l'occasion du retour de l'épouse du chef de cabinet du ministère, de retour du Hadj. Une invitation avec heure de mise en place, bénédictions, et mention d'une présence «effective» de Monsieur le Ministre en personne. On croit à une blague. Rien. C'est officiel. C'est signé. Et c'est là toute la gravité. Car ce n'est pas seulement un abus de position. C'est une mise à sac du symbole républicain. C'est le vol de l'appareil d'État pour célébrer un fait privé, religieux, non universel, et ne concernant que le cercle intime d'un cadre administratif. Le tout, maquillé sous la solennité du sceau étatique. La question n'est pas de savoir si le retour du pèlerinage est un moment de joie. Il l'est, évidemment, pour les croyants concernés. Mais ce n'est pas la République qui l'organise. Ce n'est pas l'Administration qui doit le cautionner. Et surtout, ce n'est pas à travers les canaux officiels d'un ministère de la République que doivent transiter ces invitations. Ce glissement est dangereux, insidieux, et totalement inacceptable. Car demain, où place-t-on la limite ? Un autre



chef de cabinet invitera-t-il le personnel à la dot de sa fille, sur en-tête du ministère ? Un Directeur général adressera-t-il un faire-part

de baptême avec en-tête présidentiel ? Un préfet lancera-t-il des convocations au nom de l'État pour son anniversaire de mariage ?

L'Administration n'est pas un instrument de mondanité. Encore moins un support de communication religieuse ou familiale. Elle est là pour servir l'intérêt général, la neutralité institutionnelle, et la dignité républicaine. Le plus inquiétant, c'est l'ombre de l'impunité. Car tout le monde sait que ce genre de courrier ne choque plus personne à Abidjan. On s'en amuse, on le partage, on s'indigne mollement, et on passe à autre chose. Le chef de cabinet qui a signé ce document n'a pas seulement manqué de discernement. Il a insulté la République. Il a foulé aux pieds les principes élémentaires de neutralité administrative. Il a dit, en creux, que l'appareil de l'État est sa propriété privée, un prolongement de son salon. Il est temps que cela cesse. Que la République ne se met pas en scène pour bénir les épouses des cadres, même si celles-ci reviennent de lieux saints. On ne peut pas appeler à la rigueur dans la gestion publique et permettre que les courriers officiels se transforment en faire-part religieux. On ne peut pas exiger des citoyens qu'ils respectent les institutions et voir les tenants de ces institutions les utiliser à des fins personnelles. Ce qui s'est passé au ministère des Eaux et Forêts est un scandale ♦

Yannick P Bayard

Digitalisation des actes de justice

La plate-forme e-justice.ci se déploie dans 10 nouvelles juridictions

Après la section détachée du Tribunal de Dabou (le 30 janvier 2025) et le Tribunal de Première Instance de Yopougon pour des phases pilotes concluantes, la plate-forme de digitalisation des actes de Justice (e-justice.ci), vient d'être déployée dans dix nouvelles juridictions. Ce sont les juridictions du Plateau, Grand-Bassam, Adzopé, Agboville, Aboisso, Abobo, Tiassalé, San-Pedro, Bouaké, Korhogo. Ce qui porte à douze le nombre de juridictions capables de délivrer des actes de justice en ligne, notamment les certificats de nationalité et les casiers judiciaires. Chaque document est authentifié et sécurisé grâce à un Cachet Électronique Visible (CEV).

C'est dans cet élan d'une administration judiciaire moderne et accessible en Côte d'Ivoire, que le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Jean Sansan Kambilé, a présidé la cérémonie officielle d'extension de la plate-forme de digitalisation des actes de Justice (e-justice.ci), le jeudi 26 juin 2025, à la salle des Pas Perdus du Tribunal de Première Instance d'Abidjan, sis au Plateau.

Désormais dans ces 12 juridictions du pays, les citoyens peuvent obtenir en ligne, sans déplacement, des documents essentiels tels que les certificats de nationalité et les casiers judiciaires, grâce à une procédure simplifiée, sécurisée et certifiée par un Cachet Électronique Visible (CEV). Ce déploiement offre aux citoyens un accès immédiat et fiable aux services judiciaires fondamentaux.

«La digitalisation des actes de justice est une nécessité pour rendre la justice plus accessible, plus rapide et plus moderne», a affirmé le Garde des Sceaux lors de son allocution. Il a souligné que cette évolution ne se limite pas à une simple automatisation des processus, mais constitue une véritable mutation culturelle visant à rapprocher la justice des citoyens.

Grâce à la plate-forme e-justice.ci, chaque citoyen peut désormais obtenir un certificat de



nationalité ou un casier judiciaire en quelques clics, avec un délai moyen de traitement de 72 heures. Le coût du certificat de nationalité est fixé à 3 000 FCFA, garantissant un accès équitable à tous.

Le Premier Président de la Cour d'Appel d'Abidjan, Dembélé Tahirou, a salué «une véritable révolution» dans l'histoire de la

justice ivoirienne. Selon lui, cette initiative permet non seulement de moderniser l'institution judiciaire, mais aussi de rapprocher concrètement des justiciables, conformément à l'esprit de l'article 143 de la Constitution.

De son côté, Auger Cadet Séoulou, Coordinateur numérique du ministère, a

rappelé que cette démarche vise à renforcer la confiance des citoyens dans le système judiciaire tout en assurant une gestion transparente et efficace des documents administratifs.

À ce jour, plus de mille casiers judiciaires ont déjà été traités via la plateforme, preuve d'un intérêt croissant de la population pour ce nouveau mode de service public. L'objectif affiché par les autorités est clair : étendre progressivement la plateforme à l'ensemble des juridictions du pays. À terme, tous les actes de justice pourront être demandés, traités et délivrés en ligne, garantissant une justice plus fluide, moins coûteuse et plus inclusive.

Cette transformation numérique marque une étape décisive dans l'évolution du service public en Côte d'Ivoire. En adoptant les outils numériques, le gouvernement répond aux attentes légitimes des citoyens tout en alignant le pays sur les standards internationaux en matière de sécurité et de facilité d'accès aux documents officiels. Alors que la digitalisation va bientôt inclure la Carte Nationale d'Identité (CNI), la Côte d'Ivoire affirme sa volonté de construire une justice qui avance au rythme de son temps. Grâce à la plateforme e-justice.ci, la relation entre l'institution judiciaire et le citoyen se transforme, promettant une administration plus transparente, plus rapide, et surtout plus humaine ♦

DJE ABEL

Fin du carême Dehima

Pawaba Koffi Ettien Mathieu : « Nos âmes ont été purifiées »

Les fidèles de l'Eglise Dehima viennent de mettre un terme à leur carême qui a débuté le 26 mai, pour prendre fin le 26 juin 2025. Pendant donc un mois, ils se sont privés de nourriture et bien d'autres actes tels que les rapports sexuels, les festivités de joie (mariage, baptême...) ainsi que des funérailles.

Au cours de la dernière messe de nuit, officinée dans la nuit du 25 au 26 juin 2025, le Président du Conseil National Dehima (CND), «le Grand Prêtre», Pawaba Koffi Ettien Mathieu, a révélé que pendant cette pénitence, les âmes de tous ceux qui ont observé ce jeûne, ont été purifiées par Dieu. «La prophétesse Bague Wronyo a déclaré que, pendant le carême, les âmes des fidèles Dehima, ont été emportées dans le ciel auprès de Dieu le Tout-Puissant. Pendant que nous prions au cours des messes de nuit et les dimanches, Dieu purifiait ces âmes-là », a-t-il expliqué. Cependant, l'homme de Dieu a soutenu que c'est à juste titre que le fidèle Dehima doit s'abstenir de toutes formes de violence. « Pendant le carême, nous sommes soumis à des interdits dont la violence. Ainsi,

nous devons éviter de porter main à nos épouses et à nos enfants, nous devons également éviter de nous bagarrer. Les conséquences de ces violences sont néfastes pour nous. Car, eu égard au fait que nos âmes ne soient pas dans nos corps, cela nous affaiblit considérablement et nous pourrions dégringoler ou chuter. Des blessures, des entorses, des fractures ou même la mort peuvent survenir », a-t-il indiqué. Pour marquer la fin du carême, le Conseil National Dehima (CND) a organisé un grand repas qui a réuni tous les fidèles, le jeudi 26 Juin 2025, au sein de la paroisse Kouamé Pita Denis située à Yopougon-Sideci ♦

HENRI MEDI
(Coll ext)



L'Occident et le néonazisme de la nouvelle génération



politico-financières occidentales convaincues non seulement du caractère exceptionnel de leur mode d'existence et du modèle sociétal qu'ils comparent tout au mieux dans leur tête, voir à voix haute à un « *jardin fleuri* », mais surtout de l'infériorité quasi-génétique de toutes autres formes sociétales qui ne sont donc que des « *jungles* » et doivent être traitées comme telles.

La majeure partie d'entre eux, faute du manque abyssal de connaissance de l'histoire, seraient fort étonnés d'apprendre qu'ils sont des véritables porteurs de l'idéologie néo-nazi. Pour que leur étonnement soit rapidement dissipé, il leur suffit d'ouvrir les livres d'histoire et d'apprendre l'idéologie et l'argumentation de leurs aïeux des années 20 du siècle passé et de constater que sur un grand nombre de points ils ne sont que le reflet contemporain dans le miroir modernisé de ces derniers.

A l'instar des idéologues du III^{ème} Reich, tels que Alfred Rosenberg (pendu en 1946), les idéologues arrivés aujourd'hui au pouvoir en Occident collectif prônent d'une manière peu dissimulée la suprématie du modèle occidental – et donc des occidentaux – sur le reste de la planète.

Les expressions, tels que « *L'Europe est un jardin, le reste du monde une jungle, qui pourrait l'envahir* » de Josep Borrell, l'ancien haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne, ne sont guère différentes des narratifs propagés depuis les tribunes nazies sous le III^{ème} Reich.

Kaya Kallas, l'ancienne première ministre du gouvernement chauviniste estonien qui a été propulsée par les idéologues du nouveau régime paneuropéen pour reprendre les fonctions de Josep Borrell parti en repos mérité, a apporté sa pierre à l'édifice du « *Nouvel Ordre Européen* », notamment en août 2022, en affirmant (sur son compte Twitter) que juste « *visiter l'Europe [c'est-à-dire même en simple touriste] – c'est un privilège et non pas un droit de l'homme* ».

En parlant de cette estonienne, quel est le rapport des trois pays baltes, membres de l'Union Européenne – Estonie, Lettonie et Lituanie – vis-à-vis du régime nazi du III^{ème} Reich ?

Il est très simple : parallèlement à la «

condamnation » officielle, chacun des trois pays en question organise de régulières manifestations et parades annuelles de glorification des divisions de la Waffen-SS et d'autres unités baltes des bourreaux au sein de l'armée et forces d'occupation nazies durant la seconde guerre mondiale. Des manifestations et parades parfaitement autorisées et grandement soutenues par les autorités tant au niveau local que national. De quelles unités baltes parlons-nous ? Il s'agit de la 15^{ème} et de la 19^{ème} division des volontaires lettons de la Waffen-SS; de la 20^{ème} division des volontaires estoniens de la Waffen-SS; du Kommando Arais de la police auxiliaire lettone, entièrement composée de volontaires et responsable du meurtre d'au moins 30.000 personnes, ainsi que des bataillons de Polizei lituaniens ayant assassiné près de 100.000 juifs, dont 9.200 juifs dans la seule journée du 29 octobre 1941 (à ne pas confondre les juifs d'époque avec ceux de la politique de l'état d'Israël de nos jours).

Parallèlement aux dites manifestations, une campagne d'une complète destruction de l'ensemble des monuments dédiés aux soldats russes morts au combat contre le nazisme sur les territoires des pays baltes, y compris des monuments se situant sur les tombes des soldats, a été organisée et, à l'heure d'aujourd'hui, s'est achevée pratiquement à 100%. La destruction des monuments est accompagnée de l'interdiction totale par les autorités baltes non seulement de la commémoration du jour de victoire, le 9 mai, mais l'interdiction sous peine de poursuites judiciaires même du dépôt de fleurs sur les lieux des monuments détruits. Les actuels idéologues de l'UE, sont-ils au courant des gravissimes dérives baltes ci-dessus citées ? La réponse : parfaitement au courant. Quelle est leur réaction ? Elle est inexistante.

Aujourd'hui, en dehors du néo-nazisme florissant sur le sol des 3 pays baltes, nous faisons face à une véritable réhabilitation juridique du nazisme en Union Européenne. Déjà en 2020, le criminel de guerre Lev Rupnik, chef du gouvernement collaborationniste pronazi de Slovénie (à ne pas confondre avec Slovaquie) durant la seconde guerre, condamné par un tribunal yougoslave et fusillé en 1946 – a été officiellement réhabilité. La condamnation a

été annulée sous le prétexte de « *violation des normes procédurales* » en 1946. Soit, s'il vivait aujourd'hui, ce bourreau qui a organisé la déportation des juifs vers les camps de concentration et la tuerie de tout résistant à l'occupation nazie – aujourd'hui, il serait acquitté et s'en sortirait qu'avec, peut-être, le port d'un bracelet électronique.

De même que les thèses guère extrémistes et qui n'ont rien à voir avec l'idéologie nazie de l'ouvrage « *Das Dritte Reich* » (Le Troisième Reich), écrit en 1923 par Arthur Moeller Van den Bruck*, ont été très gravement perverties par les national-socialiste allemands, au point que l'ouvrage lui-même est devenu le livre de chevet d'Adolf Hitler (le 30 avril 1945, Hitler se donne la mort dans son bunker ; sur son bureau, un livre dédié par son auteur est ouvert : « *Le Troisième Reich* » de Moeller Van den Bruc) - les idées parfaitement saines des fondations de l'Union Européenne ont été gravement perverties par des générations politiques se succédant, l'une se situant dans un stade de dégénérescence morale plus avancée que la précédente.

Aujourd'hui, nous arrivons à une étape culminante dans laquelle l'Union Européenne commencera soit à se désintégrer, soit à muter dans à un régime néo-totalitaire, dont le gigantesque appareil du « *Ministère de la Vérité* » orwellien déjà mis en place s'occupera de la propagande auprès des masses du simulacre de la réelle démocratie et du simulacre de la réelle opposition politique qui n'existeront que d'une manière formelle, afin d'afficher la prétendue « *diversité démocratique* ».

Moeller van den Bruck, le théoricien politique allemand, connaissait un grand intérêt des nazis vers son ouvrage, a bien laissé des messages avant sa mort en 1925, afin d'avertir le monde du danger du national-socialisme :

« *L'idée d'un Troisième Empire pourrait bien se révéler la plus funeste de toutes les illusions* », « *Il [Adolf Hitler] fera de notre nation de philosophes et de poètes un peuple de criminels et d'assassins* ».



Éléphants Evan N'dicka veut quitter Roma pour Marseille

Evan N'dicka est une pièce maîtresse de la défense centrale des Éléphants de Côte d'Ivoire. Véritable patron du secteur défensif des champions d'Afrique, son transfert d'un club à un autre est suivi à la lettre. Car ça y va de sa forme pour le service en sélection nationale.

En effet, l'international ivoirien de l'As Roma, intéresse l'Olympique de Marseille. Les deux clubs sont en pleine discussion pour effectuer un échange de joueurs entre N'dicka et le milieu de terrain marseillais Ismaël Koné. Le joueur de 23 ans n'a disputé que 13 matches sous les couleurs du Vice-champion de France. Ainsi donc, pour faire le deal, l'OM est obligé de payer quelque chose en plus au club italien. Le club phocéen qui ferait une très bonne affaire en récupérant N'dicka est disposé à mettre la main à la poche pour contenter le club de la capitale italienne. D'autant que le défenseur central a disputé 38 matches en Série A et est sous contrat jusqu'en 2028. Là où Ismaël Koné n'était

qu'un remplaçant. Le montant de l'échange à verser n'a pas été dévoilé. Mais selon la presse française, ce sera une belle indemnité. La réussite de ce deal permettra à l'Éléphant de pouvoir disputer la Ligue des champions avec son nouveau club. Compétition qu'il n'aurait pas eu à jouer avec le récent 5ème du championnat d'Italie. ♦

A. ABOA

Evan N'dicka ferait une bonne affaire en allant à l'OM.



Coupe du monde des clubs: Après le 1er tour Mamelodies Sundown, le meilleur des 4 représentants africains

Le 1er tour de la coupe du monde des clubs débuté le 14 juin, a pris fin hier. Et le moins que l'on puisse dire est que les quatre clubs africains à ce rendez-vous sont tous passés à la trappe dès le premier tour. Noyés qu'ils étaient par leurs adversaires européens et sud-américains. Mais dans cette grisaille des éliminés, les Mamelodies Sundown ont été quand même des éclaircies. Les Sud-africains ont terminé à la 3ème place de leur poule avec 4 points sur les 9. Derrière le premier Dortmund 7 points et Fluminense avec 5 points. Ainsi donc, ce représentant de la CAF a obtenu la meilleure moyenne de tous les 4, consécutifs à une victoire sur Ulsan, un nul contre Fluminense et une défaite face à Dortmund. L'Espérance de Tunis a terminé aussi 3ème mais avec 3 points. Al Ahly n'a pris que 2 points. En tout cas des performances très loin de celles du TP Mazembe et du Raja

de Casablanca, tous deux finalistes de cette prestigieuse épreuve respectivement en 2010 contre l'Inter de Milan et 2013 face au Bayern de Munich. Finis ces deux exploits qui restent les hauts faits du football continental au plus haut niveau en ce qui concerne les clubs !

A. ABOA

Les Mamelodies Sundown ont frôlé les 8es



Après la rétrogradation du club en ligue 2 Panique chez les joueurs de Lyon



L'Olympique Lyonnais on le sait, a été rétrogradée en ligue 2 par la DNCG, le gendarme financier du football français. Du coup, la plupart des joueurs de ce club paniquent à l'idée de se voir au chômage. Pour les rassurer et les remettre en confiance, la plupart des agents de ces joueurs se sont mis en action pour leur trouver un nouveau point de chute. Et ce même, dans l'attente d'un appel. Pour rappel, un maintien de l'Olympique Lyonnais en ligue 1 pourrait

Les joueurs lyonnais sont dans l'impasse

certainement apaiser cette situation bien inconfortable. Mais, l'annonce de cette rétrogradation va forcément mélanger tous les plans des encadreurs et les joueurs qui ne veulent pas saboter leur saison. Donc, ils préfèrent déjà faire leur valise pour parer au plus pressé. En tout cas, actuellement, il ne fait pas bon d'être salarié de ce club. Et la démission du président américain John Textor est plus que réclamée par les fans qui ne croient plus en lui. ♦

A. ABOA



LAURENT GBAGBO, LE CANDIDAT POUR LA CÔTE D'IVOIRE ET POUR L'AFRIQUE EN LUTTE.